

PREPARER DE NOUVEAUX RENDEZ-VOUS

Hier, 24 Novembre, nous étions dans la rue, en régions et à Paris pour nous opposer aux attaques du gouvernement contre les services publics. La convergence avec les postiers, la présence des universitaires parmi lesquels on remarquait de nombreuses banderoles pour la défense des IUFM sont riches de nouvelles actions unitaires.

Cette mobilisation s'articule à l'action des collègues au plus près du terrain dans les établissements du supérieur. Elle révèle que les raisons de leur colère contre les mesures gouvernementales restent entières et que les concessions accordées –équivalence TP/TD, redressement des inversions de carrière–, même insuffisantes, sont marquées par les mobilisations du 1^{er} semestre 2009. Elle ne doit pas masquer non plus l'inquiétude des collègues, en tant que fonctionnaires et comme travailleurs, quant à la dégradation sociale de la France et de leur condition. Elle exprime la perception qu'ils ont que le gouvernement avance toujours plus dans le démantèlement du « modèle social français » : grignotage du statut général et des garanties des salariés du privé, diminution de la couverture maladie, rendez-vous 2010 de tous les dangers pour leurs retraites et notamment leur taux de remplacement, démantèlement du CNRS.

En tout état de cause, la communauté universitaire attend toujours de vraies réponses à ses revendications.

Au quotidien, les universitaires restent mobilisés dans leurs établissements pour lutter pied à pied contre les dispositifs néolibéraux de la loi LRU qui accroissent la concurrence entre les personnels et les établissements et les restructurations renforcées impliquées par les mesures relatives au grand emprunt. Vent debout, ils s'opposent aux dernières propositions gouvernementales de « mastérisation » de la formation des enseignants ; opposition qu'annonçait le succès des Assises de la formation initiées par la FSU, le samedi 7 Novembre. **Ces propositions qui sont inacceptables pour l'ensemble de la communauté universitaire et ses représentants rendent impossible la construction d'une offre cohérente de master et justifient d'autant plus notre revendication : le retrait de cette réforme régressive.**

Les Cassandre se sont trompés, les effectifs étudiants sont les mêmes en cette rentrée universitaire que l'année précédente. La lente décrue de ces dernières années est même enrayée. Dans un contexte budgétaire restreint, cette situation oblige les universitaires à répondre à l'aspiration des étudiants à réussir et à être toujours mieux accompagnés dans leurs études.

Cette journée du 24 Novembre marque une première base en cette rentrée, pour la construction d'actions à venir tant au plan du service public d'enseignement qu'au plan des conditions de travail et de vie des salariés. Devant les attaques présentes et futures proches (explosion de la formation des enseignants, mise en péril des IUT, démantèlement du CNRS, atomisation des statuts des enseignants du supérieur), le SNESUP appelle les universitaires à se réunir pour faire le bilan de cette journée en toute lucidité et pour proposer de nouvelles modalités, de nouvelles formes, y compris inédites, de l'action, de nouveaux-rendez-vous. **Il appelle aussi à participer à la construction des alternatives dans le cadre des Etats généraux de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.**

Pour une amélioration des salaires et des carrières - Contre la Prime dite d'Excellence Scientifique (PES)

Les soussignés demandent au gouvernement que les salaires et les carrières de tous les personnels de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, titulaires et non titulaires, soient revalorisés. Cette demande converge avec notre exigence de création massive de postes de titulaires afin de résorber la précarité et rendre nos métiers plus attractifs.

La revalorisation doit s'appuyer sur les principes suivants :

- Le retrait du décret sur la PES et l'abandon de l'individualisation des primes.
- Une refonte des grilles de salaires avec une réelle reconnaissance des qualifications. Cette refonte doit intégrer une sérieuse amélioration des débuts de carrières, inclure l'intégration des primes et aboutir à des grilles comparables à qualifications égales.
- Un plus grand nombre de possibilités de promotions.

SIGNER, FAIRE SIGNER MASSIVEMENT LA PETITION INTERSYNDICALE (*) : <http://www.petition-pes.fr/?petition=2>

(*) : FERC-SUP-CGT, CGT-INRA, SNTRS-CGT, SNESUP-FSU, SNCS-FSU SNASUB-FSU, SGEN-CFDT Recherche EPST, SUD Recherche EPST, SUD Education, SUD Etudiants, CFTC Recherche, SLR, SLU, CGT Cemagref

Procédure spécifique d'avancement de grade, au titre de l'année 2010

Dernier délai : 29 novembre 2009, cachet de la poste faisant foi (arrêté publié au Bulletin Officiel du 29 octobre)

Cette voie spécifique est proposée aux enseignants-chercheurs occupant certaines fonctions (directeur d'établissement ou directeur de composante).

Cette voie d'avancement est exclusive de tout autre, le choix étant effectué chaque année.

La fiche de candidature, la notice explicative et la fiche de présentation du dossier de candidature sont consultables et téléchargeables sur www.enseignementsup-recherche.gouv.fr (rubrique « Concours, emplois et carrières », puis « Personnel enseignant du supérieur et chercheurs », puis « Les enseignants-chercheurs »).

Elections aux Conseils scientifiques du CNRS et de ses Instituts

Non à la fusion des collèges A1 et B1, A2 et B2 : <http://www.snscs.fr/phpPetitions/index.php?petition=3>

Répondre au questionnaire Précarité : <http://www.precarite-esr.org/>